

## **N'ajoutons pas le mépris à l'impréparation !**

Lors du CA du 7 juin, les représentants du personnel soutenus par la FSU avaient déjà attiré l'attention du CA sur la désorganisation à l'œuvre dans la préparation des examens ... Nos craintes étaient fondées : nous déplorons aujourd'hui les multiples dysfonctionnements qui affectent en ce moment la passation des épreuves écrites et orales du baccalauréat.

Ce fut d'abord l'épreuve de DNL (discipline non linguistique), qui a donné lieu à la convocation de professeurs sans certification complémentaire (donc non qualifiés) puis à la convocation le samedi soir pour le lundi matin de nombreux autres examinateurs. Les candidats ont donc dû souvent attendre de longues heures, voire, être reconvoqués à une date ultérieure. Certains n'ont eu qu'un professeur sur deux dans leur jury.

En ce moment, ce sont les épreuves anticipées de français orales et écrites qui, en raison d'importants problèmes d'organisation, amènent les jurys à faire leur travail dans l'urgence, le surmenage et parfois dans l'improvisation de dernière minute. Des collègues convoqués en lettres ont dû quitter leur jury pour aller faire passer le grand oral, considéré comme prioritaire ! le nombre de copies et de candidats impose des cadences infernales et même des professeurs stagiaires se retrouvent avec 122 copies à corriger dès leur première année ; des professeurs de collège ont aussi été réquisitionnés.

Pour le grand oral, depuis lundi ce sont des convocations erronées, envoyées très tardivement sans respect des règles habituelles, des convocations partielles, des erreurs multiples dans la convocation des jurys, et ce ne sont pas quelques établissements qui sont concernés. Dans toute l'Académie, dans le public comme le privé la journée de lundi a été très compliquée et ce sont les élèves qui au final ont fait les frais de ce manque total de rigueur et d'anticipation dans l'organisation d'un examen qui pourtant vient de fêter ses 221 ans ! Partout les professeurs, les personnels administratifs et d'éducation ont tenté de rattraper ces erreurs et de faire au mieux.

Ces dysfonctionnements dans les convocations n'ont pas seulement perturbé le bon déroulement des épreuves ; ils mettent en cause certains aspects réglementaires de l'examen puisque pour le Grand Oral, des jurys mal composés, ne comportant pas de spécialistes, ont interrogé des candidats. L'égalité de traitement qui est due aux élèves n'a pas été respectée, c'est une entorse grave aux règles et à l'esprit du baccalauréat.

En philosophie, la dématérialisation à marche forcée des copies a aussi entraîné de nombreux dysfonctionnements qui ont indigné les correcteurs, eux aussi surchargés de travail devant la réduction du délai de correction.

Ces dysfonctionnements sont graves et reflètent le mépris du ministère pour les enseignants mais aussi pour les élèves. Ils dévalorisent l'examen du baccalauréat déjà mis à mal par la grosse proportion de contrôle continu et les épreuves locales en cours d'année dès la première (EC) pour certaines disciplines.

Mme le Recteur laisse entendre dans la presse que le fiasco du Grand Oral serait lié aux absences des collègues que nous représentons et à leur légèreté : c'est à la fois faux, injuste et insupportable. Cela contribue à jeter l'opprobre sur les professeurs, et à dresser injustement les familles contre les enseignants attachés à la réussite de leurs élèves ! Cela permet, bien sûr, d'épargner le Ministre de l'Éducation Nationale qui n'a pas hésité à mettre le système sous tension pour se prévaloir de l'application de sa réforme du baccalauréat, dont le Grand Oral est le totem.

Bien organisées, des épreuves nationales, terminales et anonymes sont la seule solution pour garder à cet examen sa valeur de diplôme national, pour permettre aux élèves de le préparer en toute sérénité sur leurs 3 années de lycée et aux professeurs d'assurer pleinement leur rôle.

Mais encore faut-il une volonté politique et des moyens à mettre en œuvre pour y arriver. Nous ne laisserons pas saccager le baccalauréat pour aboutir au bac local, parce que nous savons qu'au final c'est un

système encore plus inégalitaire qui se met en place très loin des principes de démocratisation et de justice que nous défendons.